

SNUEP Infos N°125

LA LETTRE D'INFORMATION DU SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

SPÉCIAL CONGRÈS FSU

Paris, le 2 novembre 2009

Modalités d'organisation

Tout comme il y a 3 ans, **4 thèmes ont été retenus** pour le congrès de la FSU au CDFN de juin 2009. Ils recourent souvent les champs des 4 thèmes de 2007. Le CDFN (instance nationale de la FSU regroupant les syndicats mais aussi les courants de pensée et les sections départementales) de septembre en a validé l'architecture générale. Le CDFN des 20 et 21 octobre 2009 arrêtera la rédaction définitive qui paraîtra dans un POUR.

L'instance nationale du SNUEP, le BN, a fait un premier point sur les 4 thèmes le 8 octobre de façon à élaborer une contribution nationale qui serve d'argumentaire pour les militant-es intervenant dans les congrès départementaux.

Ces congrès départementaux se réunissent, au mieux, sur 2 jours et n'ont pas toujours le temps de traiter tous les thèmes, ou tout au moins de tous les traiter en profondeur. Ils ne traiteront pas non plus les mêmes thèmes en priorité. Les secrétaires académiques, au moins, y participent et peuvent proposer des amendements.

Nous devons définir une stratégie et les mandats que nous voulons y défendre, voire porter plus particulièrement certains points spécifiques à l'enseignement professionnel.

Cette contribution nationale du SNUEP-FSU sera validée au BN du 16 novembre et paraîtra dans le journal (J53). De plus, les contributions sur ces 4 thèmes arrivées avant les premiers congrès départementaux feront aussi l'objet d'une parution dans un SNUEP infos.

LES TEXTES DE LA FSU

1) Le supplément au POUR n°139 (octobre) qui contient le **rapport d'activité ainsi que les cinq**



textes d'orientation, et les listes, soumis au vote des syndiqués :

<http://actu.fsu.fr/spip.php?article1850>

2) Le supplément au POUR 140 (novembre) contient **les textes soumis à débat et amendables** dans les congrès départementaux qui se déroulent du 14/12/09 au 23/01/10.

Les textes préparatoires au Congrès fédéral, tels qu'ils seront publiés dans le supplément gris au Pour n°140, sont disponibles avec le lien ci-dessous.

<http://actu.fsu.fr/spip.php?article1883>

Cf. TABLEAU EN PAGE 7

3) les textes votés au Congrès de Marseille en 2007, chacun des thèmes et le « gris » ci-joint un lien <http://actu.fsu.fr/spip.php?rubrique198>.

QUI VOTE ?

Tous les adhérent-es à jour de leur cotisation durant l'année 2008-09 et les nouveaux en 2009-10 dont les cotisations auront été enregistrées avant le début de la période de vote.

VOTE D'ORIENTATION

Le vote a lieu tous les 3 ans et porte sur le rapport d'activité, ainsi que sur l'orientation avec le choix d'une des 5 listes nationales.

- **Vote par correspondance** de tous les adhérent-es à jour de leur cotisation.

- **Le matériel** est joint au journal J 52 routé le 12 Octobre ainsi qu'une explication pratique de l'organisation du vote. Le journal contient le bulletin de vote, l'enveloppe bleue pour insérer le bulletin et l'enveloppe T qui elle sera envoyée au siège de La poste par les électeurs. L'intégralité des votes sera récupérée le 7 décembre jour du dépouillement.

- **La Période de vote** : 5 au 26 novembre 2009 (le cachet de la poste faisant foi).

- **Le dépouillement**, pluraliste, aura lieu le 7 décembre au siège du SNUEP National. La transmission des résultats sera faite à la FSU.



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125

SUR QUOI VOTE-T-ON ?

Deux votes sont à émettre :

- **vote n°1 orientation fédérale nationale, pour une des 5 listes** en présence : Unité et Action et sans tendance, École Émancipée (ÉÉ), Émancipation, Pour la Reconquête d'un Syndicalisme Indépendant (PRSI), Front Unique (FU).

- **vote n°2 sur le rapport d'activité fédérale** des 3 ans écoulés en POUR, CONTRE, ABSTENTION, REFUS DE VOTE avec des fenêtres. Lorsqu'il n'y a pas accord entre les différents syndicats ou courant de pensée, il faut choisir entre A et B :

- Fenêtre « Education » (p 8 du supplément au Pour n°139)
- Fenêtre « Formation et recrutement des maîtres » (p 9)

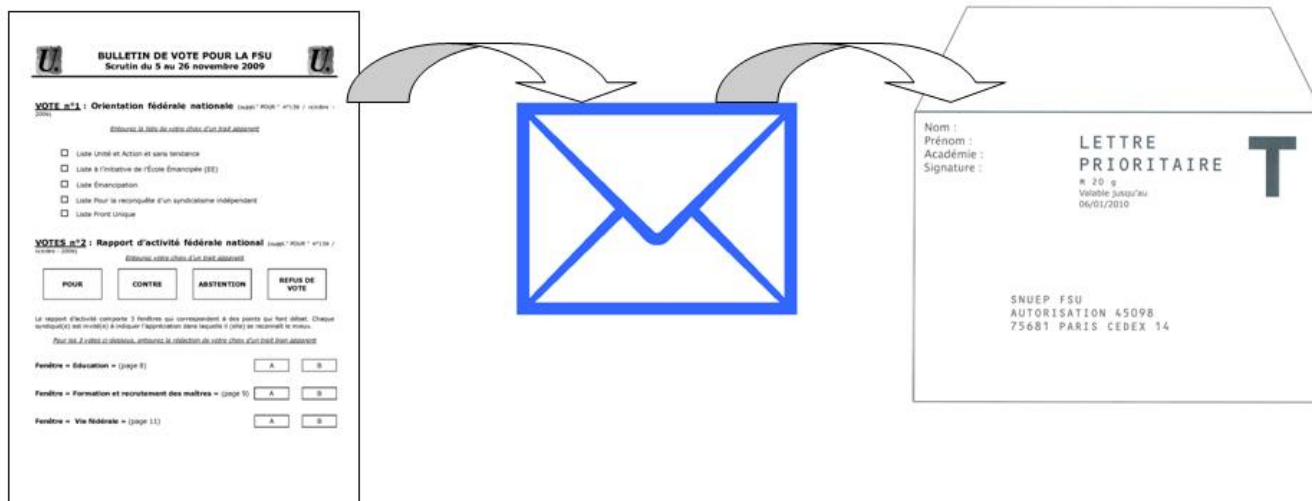
- Fenêtre « Vie fédérale » (p 11)

Les 2 listes du SNUEP-FSU, sortant des élections 2008, ne recourent pas les 5 courants de pensée des listes de la FSU. Ainsi Unité Pluralisme est composée de Sans tendance, mais aussi de représentant-es des courants de pensée École Émancipée et Unité et Action. RPCA est composé de sans tendance ne se retrouvant pas dans les courants de pensée de la FSU. Les 2 ont rédigé un texte d'appel à voter pour une des listes en ce qui concerne Unité et pluralisme et à ne pas voter pour une des listes en ce qui concerne RPCA (*voir le journal 52*).

Ce vote est essentiel au fonctionnement démocratique de la FSU car il définit l'orientation et la composition des instances.

COMMENT VOTER ?

Si vous êtes adhérent 2008-2009 ou pour les nouveaux adhérents à jour de cotisation, vous avez trouvé le matériel de vote avec le numéro 52 du journal national, *Pour l'enseignement professionnel public*, à savoir le bulletin de vote contenant un premier vote sur l'orientation et un deuxième vote sur le rapport d'activité. Ce rapport comporte un certain nombre de fenêtres (cf. plus haut). **Vous êtes appelé(e)s à voter du 5 au 26 novembre 2009. Si vous n'avez pas reçu le matériel de vote (le bulletin et les deux enveloppes), demandez-le au siège national : snuepnat@snuep.com ou au 01 45 65 02 56.**



Complétez le bulletin joint au journal numéro 52



Insérez le bulletin dans l'enveloppe bleue



Glissez l'enveloppe bleue dans la blanche



Complétez l'identification de l'enveloppe blanche (nom, prénom, académie, signature)



Cachetez l'enveloppe blanche

**Postez impérativement
avant le 26 novembre 2009**

Ne pas tenir compte de la date du 6/01 sur l'enveloppe T



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125

PREMIÈRE CONTRIBUTION AUX DÉBATS

CONTRIBUTION DU SECTEUR EDUCATION

Le contexte politique et social

Le dernier congrès de la FSU s'était tenu peu avant les élections présidentielles et législatives. La majorité qui en est sortie s'est donnée pour mission de faire rattraper à la France ce qu'elle estime être des retards que notre pays aurait accumulés en matière de réformes libérales. Elle le fait de manière décomplexée, brutale, quasiment sans concertation, dans tous les domaines à la fois et sans cacher les fondements idéologiques de ces réformes qui sont bien connus et tendent à imprégner tous les segments de la société :

- Concurrence et compétition entre nations, entreprises et individus,
- Individualisme : l'individu est seul responsable de ce qui lui arrive,
- Marchandisation : tout est réductible à une marchandise et peut être mis sur le marché.

La crise : quels effets sur le positionnement syndical ?

Or, brutalement, il y a tout juste un an, tous ces dogmes qui guident la construction de la société libérale ont montré leur redoutable ... inefficacité économique en débouchant sur une crise financière, économique et sociale sans précédent. Tout a été dit sur la gravité de cette crise, inutile d'insister. On ne peut toutefois pas s'empêcher de penser aux employés de France Télécom qui ont payé de leur vie le démantèlement de leur entreprise publique au nom de ces mêmes dogmes. Mais comment le syndicalisme doit-il considérer ces évolutions ? Comme des « péripéties » desquelles nous allons bientôt sortir, comme l'annoncent les médias, dans ce cas il ne serait pas utile de changer les stratégies syndicales ? Comme des faits majeurs et durables qui remettent en cause les fondements de la société et qui impliquent en conséquence que nous repensons notre positionnement syndical ? Car il y a bien un paradoxe : comment se fait-il que ce gouvernement, digne des premiers gouvernements ultra libéraux tel celui de Madame Thatcher, puisse poursuivre avec arrogance et détermination des politiques qui de toute évidence ont montré

Idéologie mise en pratique au nom de l'efficacité économique et de la production optimale de biens censés répondre aux besoins réels ou créés des populations. Force est de constater que depuis plus de 2 décennies tous les gouvernements ont plus ou moins mis en pratique ces principes au nom de l'impossibilité d'autres alternatives. Ce consensus de fait, peut expliquer les évolutions qui ont traversé tout le syndicalisme, lequel, tout en cherchant à résister, a eu, plus ou moins, selon les syndicats, tendance à accompagner les réformes et à s'adapter à l'érosion des acquis sociaux.

qu'elles conduisaient au désastre, alors que le syndicalisme est sur la défensive ? Pourtant les grandes manifestations de l'an dernier, comme la toute récente votation sur la poste ou la permanence des sondages favorables aux positions syndicales montrent que le syndicalisme peut s'appuyer sur un mouvement social puissant. Pourquoi alors n'est-il pas, jusque là parvenu, à imposer un rapport de force permettant de stopper les réformes ? Certes le paritarisme se réduit à sa plus simple expression et les médias sont puissants et pas toujours à l'écoute des syndicats, mais pourquoi ces derniers en s'appuyant sur les effets de la crise comme sur ses causes ne sont-ils pas plus offensifs ? Justement pour être plus offensif le syndicalisme, à partir des revendications des salariés qu'il porte, ne doit-il pas montrer qu'il y a des alternatives susceptibles de les satisfaire ? A sa fondation la FSU a voulu se construire pour incarner un syndicalisme de transformation sociale et contribuer à l'émergence d'alternatives. Ce principe fondateur a été peu mis en œuvre, pour des raisons que l'on peut comprendre (voir plus haut), ne serait-il pas temps de le réactiver ?



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125

Comment ? Autant de questions qui interrogent les thèmes du congrès concernés,

lesquels devront essayer d'y apporter des réponses ?

Conceptions libérales de l'individu et de la société remettent en cause l'École Républicaine

Mais les fondements de l'idéologie libérale ont d'autres conséquences, car ils formatent les esprits et déterminent les comportements sociaux, la jeunesse y est particulièrement sensible ce n'est pas sans conséquence sur l'éducation (thème 1).

La conception libérale de l'individu, autonome, seul responsable de son devenir induit son isolement. La mise en compétition pour faire sa place dans la société met une partie des jeunes sous forte tension tandis que d'autres abandonnés à eux-mêmes en seront exclus. L'offre marchande licite ou illicite et/ou une certaine utilisation des nouvelles technologies peuvent amener des jeunes à se soustraire aux pressions de la société au prix d'addictions diverses, d'enfermement communautariste ou de repli sur soi pathologique pouvant amener au suicide, principale cause de mortalité des jeunes. Les différents degrés de souffrance de la jeunesse engendrés par ce formatage idéologique provoquent de la violence que les jeunes tournent contre eux-mêmes ou contre la société et en premier lieu contre l'école.

Redisons que pour les ultralibéraux la société a pour principale fonction de produire des biens pour répondre aux besoins d'un humain perpétuellement insatisfait et de contenir les conflits entre les dits humains naturellement égoïstes par des politiques toujours plus sécuritaires.

La conséquence c'est un délitement et un appauvrissement progressif des liens sociaux, que chacun peut constater au cours

des dernières décennies, alors que toutes les sciences sociales convergent pour dire que l'individu à partir de sa naissance se construit à partir de la multiplication, de la diversification et de l'enrichissement des liens qu'il peut entretenir avec autrui. Plus la société est libérale moins, plus l'homme qu'elle produit est inachevé pourrait-on dire ! Bien sûr, dans la construction de l'individu l'école joue un rôle primordial, mais l'ultralibéralisme l'a réduit à une fonction purement utilitaire. Elle devrait transmettre à ses « clients » un savoir minimum, le socle commun débarrassé du superflu et sélectionner par le « mérite » ceux qui auraient besoin d'un savoir plus complexe en fonction de leur place dans la production. Dans ce système l'École Républicaine n'existe plus, au sens où elle n'a plus besoin d'apprendre à vivre ensemble puisque tout individu sera suivi et encadré en tout lieu et à tout moment par une forme ou une autre de « sécurité ». Quant à l'apprentissage de la démocratie et la formation du citoyen est-ce bien utile pour ceux qui considèrent que lorsque le peuple a mal voté, il doit revoter. Quant à l'épanouissement culturel de l'individu, il sera confié aux médias : les enfants ne passent-ils pas déjà plus de temps devant la télé ou/et internet qu'à l'école.

Rajoutons à tout cela un management des personnels « au mérite » sur le modèle de l'entreprise et vous aurez l'école libérale idéale qui n'aura plus rien à voir avec celle de la République.

Peut-on résister sans garder en ligne de mire la restauration de l'École Républicaine ?

On voit bien que dans cette logique les gouvernements libéraux peuvent encore supprimer des postes. Si l'on ne démonte pas cette logique, le combat traditionnel pour plus de moyens peut-il encore être compris ? D'ailleurs, le ver libéral a tellement dénaturé les missions de l'école de la République que

même de gros moyens parviendraient-ils à la restaurer ? Le mouvement des « désobéisseurs » ne montre-t-il pas le chemin à condition qu'il ne se limite pas à une addition de luttes individuelles ? N'a-t-on pas besoin aujourd'hui d'un mouvement de désobéissance généralisée qui dirait nous



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125

refusons d'aller plus loin dans la destruction de l'école nous en appelons au peuple pour restaurer l'École de la République. Les Français ne sont-ils pas autant attachés à leur école qu'à leur Poste !

Pour résister pied à pied à l'avalanche des réformes il faut combattre idéologiquement l'ensemble de la conception libérale qui détruit l'école de la république. La FSU pourra d'autant mieux le faire qu'elle

Rappel de quelques mandats du SNUEP-FSU à faire valoir dans les congrès de la FSU et les réunions préparatoires

- **Le SNUEP-FSU est favorable au prolongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans** à 3 conditions :

1) *Que le traitement de l'échec scolaire soit réellement traité.* le SNUEP-FSU est particulièrement attaché à cette question en effet :

a. il conditionne une reprise de la démocratisation qui régresse ;

b. il est utilisé par les gouvernements pour sortir les jeunes du système scolaire (SAS, DIMA...) et montrer que tous les jeunes ne seraient pas éducatibles ;

c. l'enseignement professionnel est particulièrement confronté à ce problème.

Rappelons que le dernier congrès (Marseille 2007) avait décidé de lancer dans la FSU un chantier pour mutualiser les expériences entre les différents niveaux et voies dans ce domaine en vue de faire d'autres propositions. Le SNUEP-FSU regrette que ce chantier n'ait pas commencé, il continue à demander qu'il soit organisé.

2) *Que le collège soit profondément rénové* pour prendre en compte la diversité des publics (voir les propositions SNUEP faites au précédent congrès et qui restent d'actualité);

3) *Que tous les jeunes avant 18 ans soient sous statut scolaire* autrement dit que l'apprentissage au niveau V et IV soit supprimé. Notre argumentation contre l'apprentissage reste la même avec en plus le fait que vu la crise les apprentis ne trouvent pas de patrons, il y en a aujourd'hui des milliers dans les CFA ... Un apprenti sans

aura son propre projet pour restaurer l'école républicaine. L'ensemble des mandats que va se donner la FSU peut constituer ce projet mais il doit être suffisamment ramassé pour être d'abord discuté par les personnels, puis partagé par ses partenaires et au-delà par les Français. Vu l'état d'urgence de l'école, n'est-ce pas la responsabilité de la 1ere fédération de l'enseignement que de prendre une telle initiative ?

patron peut facilement se transformer en élève de LP !

- **Risque de basculement de l'enseignement professionnel vers l'apprentissage modèle unique de Formation Professionnelle (FP)**

Depuis longtemps au fil des réformes nous voyons venir le rapprochement des 2 types de formation professionnelle initiale et le risque de basculement dans un seul système d'alternance conforme au modèle libéral. Le risque se précise sous l'effet conjoint de 2 phénomènes : la réforme du lycée qui tend à dissoudre la voie technologique dans la voie générale et professionnelle et la demande de l'ARF qui réclame un service public régional de la FP. Voir notre motion du dernier CN qui se prononce pour un service public national de la FP. Mais il y a aussi le risque que le LP évolue vers un établissement de « garderie » sociale.

- **CCF et certifications parallèles aux diplômes**

Notre mandat est la suppression du CCF et la condamnation des certifications parallèles aux diplômes nationaux, comme pour les langues vivantes. Les CCF, les certifications parallèles, les modularisations ...vont dans le sens de l'atomisation des diplômes, de la liquidation de leur caractère national et pour finir de l'instauration d'un livret de compétence attaché à l'individu comme au XIX ème siècle.



- **FTLV et politique régionale**

- nécessité d'adaptation aux avancées scientifiques et techniques s'impose à toutes et tous, en permanence, tout au long de la vie. Aussi, la formation tout au long de la vie professionnelle doit répondre tant aux besoins des salarié-e-s qu'à ceux des entreprises.

- défendre une vision humaniste et à long terme de la formation tout au long de la vie : un droit individuel, attaché à la personne, quel que soit son contrat de travail, garanti collectivement, transférable et opposable...

Ce droit doit s'accompagner d'un nouveau statut progressiste du travailleur, permettant à chaque salarié-e ayant suivi une formation, d'obtenir une promotion professionnelle et sociale et sa reconnaissance par l'employeur en termes de qualification, classification, rémunération, conditions de travail...

- Aujourd'hui, en situation d'emploi ou en situation de recherche d'emploi, les salarié-e-s les plus diplômé-e-s bénéficient davantage de la formation professionnelle. En

effet, la formation est considérée par l'employeur sous l'angle d'un investissement ; dès lors, elle est dirigée vers les catégories les plus susceptibles de la traduire en gains de productivité. Par ailleurs, l'accès est d'autant plus difficile que le ou la salarié-e est issu-e d'une petite entreprise. En outre, des inégalités de genre et d'âge s'ajoutent aux difficultés d'accès des futur-e-s stagiaires.

- La formation initiale est une étape primordiale. Elle doit permettre à chacun d'accéder au plus au niveau de formation initiale possible. Elle doit rester sous la compétence et le contrôle de l'Etat. Dans ce domaine, le SNUEP-FSU réaffirme que l'enseignement professionnel public est le modèle le plus adapté pour faciliter l'accès à la formation tout au long de la vie.

- Politique régionale : mise en place d'un service régional de la formation/service national de la formation (voir motion SNUEP-FSU et note FSU, FPOE septembre 2009).

Texte débattu au Bureau National du 8 octobre 2009



D'autres contributions individuelles ou collectives peuvent être envoyées au SNUEP-FSU national à : national@snuep.com

Le Bureau National du 16 novembre et le Conseil national des 9 et 10 décembre arrêteront les positions du syndicat



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125

DATES DES CONGRES DEPARTEMENTAUX FSU

DEP	Déc	janv	Lieu
1	Ain	18 ou 20	Bourg en Bresse
2	Aisne	8	Tergnier
3	Allier	13	Moulins
4	Alpes de Hte Pr	14	Château Arnoux
5	Htes Alpes	16-17	
6	Alpes-Mar	13-14	Antibes CREPS
7	Ardèche		
8	Ardennes	15-16	Charleville-Mézières
9	Ariège	19-20	Foix
10	Aube	15	Troyes
11	Aude	12-13	Carcassonne
12	Aveyron	12-13	Rodez
13	Bouches du Rh	20-21	Salon de Provence
14	Calvados	11-12	Giberville
15	Cantal	13-14	
16			
17	Charente-Mar	21	
18	Cher	14-15	Vierzon
19	Corrèze	13-14	Brive
21	Côtes d'Or	11-12	Dijon
22	Côtes d'Ar	13	St Brieuc
23			
24	Dordogne	5-6	Périgueux
25	Doubs	13	Besançon
26	Drôme	19-20	
27	Eure	20-21	Gravigny
28	Eure et L	12	
29	Finistère	12 et 13	Brest
30	Gard	13-14	?
31	Hte Garonne	21-22	Toulouse
32			
33	Gironde	19-20	Bordeaux (?)
34	Hérault	12-13	Pézenas
35	Ile et Vilaine	12-13	Rennes
36			
37	Indre et L	15	Saint Avertin
38	Isère	17-18	Grenoble
39			
40	Landes	14	Mont de Marsan
41	Loir et C	16	Blois
42	Loiret	16	St Etienne
43	Hte Loir	11 ou 23	Puy en Velay
44	Loire	15-16	Nantes
45	Loiret	21	St Jean de Braye
46	Lot	13	Cahors
47	Lot et Gar	15	Agen
48	Lozère	20-21	St Chély d'Apcher
49	Maine et Loire	14-15	Angers
50	Manche	12-13	St Martin de Bréhal
51	Marne	14	Reims
52	Hte Marne	17	Chaumont
53	Mayenne	16	Laval
54	Meurt et M	9 et 15	Nancy

DEP	Déc	janv	Lieu
55	Meuse	7	St Mihiel
56	Morbihan	12-13	La Trinité su Mer
57	Moselle	13-15	Metz
58	Nièvre	16-17	Nevers
59	Nord	21-22	Valenciennes
60	Oise	13	Creil Bourse du travail
61	Orne	15	
62	Pas de Calais	14-15	Arras
63	Puy de Dôme	15	Cournon
64	Pyrénées Atl	18	Pau
65	Hautes Pyrénées	12	Tarbes
66	Pyrénées-Orientales	12-13	Perpignan
67	Bas-Rhin	14-15	Strasbourg
68	Haut-Rhin	15	Mulhouse
69	Rhône	12-13	Villeurbanne
70	Hte Saône	20	Vesoul
71	Saone et L	14-15	Mt St Vinceny
72	Sarthe	12-13	Le Mans
73	Savoie	14	La Motte Servolex
74	Haute Savoie	16-17	Annecy
75	Paris	mi janvier	
76	Seine-Mar	16-17	Mt St Aignan
77	Seine et Mar	14- 15	Meaux
78	Yvelines	14-15	Limay
79	Deux-Sèvres	13-14	Thouars
80	Somme	14-15	Amiens
81	Tarn	12-13	Gaillac
82	Tarn et G	15 ou 22	?
83	Var	14-15	Toulon
84			
85		mi janvier	
86	Vienne	15-16	Poitiers
87	Haute-Vienne	18-19	Limoges
88			
89	Yonne	15	Auxerre
90			
91	Essonne	12-13	Orsay
92	Hts de Seine	13-14	
93	Seine St D	18-19	Bobigny
94	Val de M	14-15	Créteil
95	Val d'Oise	14-15	Cergy
971	Guadeloupe	14-15	Gosier
972	Martinique	16-17	Fort de France
973	Guyane	17	Cayenne
974	Réunion	15-16-17	St Denis
2A	Corse du Sud	22	Ajaccio
2B	Hte Corse	21	Bastia



Toute l'info sur www.snuep.com
 Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
 ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
 ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125



Site Web : <http://www.ecoleemancipee.org>

Vote pour le Congrès de la FSU de Lille À l'initiative de l'Ecole Emancipée

Le système éducatif subit des attaques d'une nature et d'une violence inégalées. L'enseignement professionnel en a largement fait les frais : généralisation du Bac Pro 3 ans, désengagement de l'état au profit du « tout apprentissage », fermeture de formations en LP, augmentation des Lycées des Métiers. Le projet éducatif du gouvernement est cohérent et la fédération doit y répondre d'une seule voix en dépassant les divergences des syndicats nationaux. Avec une FSU plus fédérale, unitaire et offensive, le SNUEP en apportant son analyse pourra s'ancrer encore plus dans les luttes.

La politique du gouvernement, conjuguée aux effets désastreux de la crise, place le mouvement syndical, et avec lui, l'ensemble des forces sociales devant une grande responsabilité : mettre un coup d'arrêt aux attaques qui ont déjà détruit des centaines de milliers d'emplois, dont 100 000 dans la Fonction publique, comprimé les salaires et les pensions, saboté gravement les acquis de solidarité mis en place depuis la Libération et détérioré les conditions de travail.

Ce coup d'arrêt doit pouvoir se concrétiser sur des questions qui touchent tout le monde et impliquent un choix de société. Pour cela, il faut suivre un autre chemin que celui du gâchis de l'an dernier. La détermination à affronter véritablement la politique gouvernementale doit être aux postes de commandes ! L'unitaire interprofessionnelle

est en panne et en perte de crédibilité. On ne peut pas s'y résigner et la FSU doit être une force d'entraînement dans ses secteurs de responsabilité.

Mettre un coup d'arrêt significatif aux attaques dépend pour la FSU de deux conditions :

- faire vivre la FSU, dans le respect des diversités, mais avec le souci qu'elles soient mises au service d'une orientation plus combative, d'une vie fédérale plus forte, plus ouverte aux mouvements sociaux ;
- construire un pôle de rassemblement des forces syndicales qui combattent comme nous pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, sans exclusive ni a priori, avec la CGT et Solidaires.

C'est le sens des propositions d'orientation et de l'engagement de l'ÉÉ à tous les niveaux dans la FSU. Ce sont les enjeux du 6^e congrès de la FSU à Lille. Vous pouvez renforcer ces propositions dans la FSU en votant pour la liste présentée à l'initiative de l'ÉÉ pour un syndicalisme plus offensif !

Mathieu Lardier, Isabelle Lauffenburger,
Christian Péro, Thomas Lancelot, Patrick Lanzi

**Votez, faites voter pour la liste
« A l'initiative de l'Ecole Emancipée »**

Éducation ► fenêtre A
Formation ► fenêtre B
Vie fédérale ► fenêtre B

CONTRIBUTION UNITÉ ACTION ET SANS TENDANCE

Pour un syndicalisme de transformation sociale, de lutte et de propositions

Pour un syndicalisme ouvert et unitaire

Soucieux de l'unité et de la recherche de convergences, Unité et Action présente au vote FSU des adhérent-es une liste avec aussi des militants « sans tendance » partageant les principes et les valeurs qu'il développe.

Depuis le congrès de Marseille, la droite néo-libérale élue a ouvert la voie à un train de « réformes » régressives. Elles remettent en cause le modèle social français de solidarité et de justice sociale. Aujourd'hui, le modèle du marché et la mise en concurrence, y compris des individus, priment dans de nombreux secteurs affaiblissant les services publics, transformant les missions des personnels, alourdissant leur charge de travail et dénaturant leurs métiers, éloignant les usagers des services indispensables. Jeunes et personnes âgées surtout des milieux populaires, font les frais de cette politique. Le système éducatif d'ailleurs depuis ces dernières années est fondé sur une orientation qui vise à «sauver» les élèves jugés les plus « méritants » sur fond de renoncement pour tous les autres.

Durant cette période des mobilisations se sont organisées, certaines dans un cadre unitaire, que ce soit dans différents secteurs (éducation, université) comme au plan interprofessionnel. Nous avons réussi à imposer au gouvernement quelques reculs partiels quand des convergences, parfois difficiles, ont été réalisées.

*unité
action*

Plus que jamais accentuons nos actions afin que la réforme de la voie professionnelle ne soit pas qu'une délégation de la compétence vers les Régions, et ne réponde qu'à des besoins ponctuels de bassins d'emplois, trop souvent par l'apprentissage.

Pour cela Unité Action, qui a créé la Fsu, appelle à voter :

- **POUR LE TEXTE D'ORIENTATION DE LA LISTE « UNITE ACTION ET SANS TENDANCE »**
- **POUR LE RAPPORT D'ACTIVITE**
- **POUR LA FENETRE B** du paragraphe Education
- **POUR LA FENETRE A** du paragraphe Formation/recrutement
- **POUR LA FENETRE A** du paragraphe Vie fédérale

Jean-Sébastien BELORGEY, Axel BENOIST, Serge BERTRAND, Jean-Bernard COUSSIRAT-BOURG, Hervé CROUZET, Jérôme DAMMEREY, Jacques FOURGEAUD, Marie-Caroline GUERIN, Andrée RUGGIERO, Lan TRAN

SITE INTERNET : <http://ua.snuep.fsu.free.fr>



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125

Contribution d'Émancipation

Élections internes à la FSU :

Tirons les leçons de ces dernières années et changeons d'orientation !

Depuis la création de la FSU, jamais le passif des deux tendances qui la dirigent, *Unité Action* et *École Émancipée*, n'aura été aussi lourd :
>>> Dégradation des conditions de travail, attaques frontales contre les missions et les statuts ; Retraites, baisse du pouvoir d'achat, précarité ; Suppressions massives

de postes, casse de l'IUFM (avec l'abstention coupable de la FSU au CTPM), avalanche d'agressions anti-laïques, >>> Destruction du service public d'éducation de la maternelle à l'université, et d'abord dans l'ens. pro. avec la réforme dite Bac Pro 3 ans,

Pratiquement tout ce qui a été prévu par la droite est passé ! Et qu'a fait la FSU ?

Unité Action et *École Émancipée* sont tombés dans le piège du "dialogue social" de Sarkozy et ont "négocié" tous ces reculs tout en cassant les dynamiques de lutte avec des grèves d'un jour. Le rapport d'activité FSU ose s'arroger les mérites du mouvement des lycéens contre la réforme Darcos des lycées.

La FSU s'est révélée incapable d'un vrai fonctionnement fédéral où le SNUEP aurait pris sa vraie place.

NON au rapport d'activité

La FSU doit revenir aux fondamentaux du syndicalisme, et pour cela changer d'orientation :

>>> Abandon du « dialogue social » et boycott des réunions de concertation bidon ; Recherche de cohérence revendicative ;
>>> Unification par le haut des situations, des statuts, défense en priorité des personnels les plus menacés, titularisation sans condition de touTEs les précaires ;
>>> Construction d'un rapport de force en mesure de gagner, par la convergence des luttes, la reconnaissance des structures démocratiques de lutte ;
>>> Pour un service public d'éducation unifié et réellement démocratique, formant des esprits libres et critiques, et défendant la liberté pédagogique, contre les tentatives autoritaires et le poids des hiérarchies.

Pour un syndicalisme de lutte, de transformation sociale et de rupture avec le capitalisme,

Votez pour la liste : *Émancipation*

Contact : er@emancipation.fr

Un téléphone : 02 40 46 11 72

Site : www.emancipation.fr

GRÈVE LE 24 NOVEMBRE 2009

La crise a bon dos : le budget 2010 se fait contre les services publics



Les conséquences nous les connaissons :

Hausse des effectifs de classe, réduction de l'offre de formation, diminution du nombre d'heures de cours, dégradation des conditions d'encadrement des élèves comme des conditions de travail et d'emploi des personnels, « réformes » au rabais, alourdissement de la charge de travail, recours accru aux heures supplémentaires. Au bout de tout cela, c'est l'échec scolaire et ses dégâts sociaux !

C'est tout le contraire qu'il faut faire :

- Investir dans l'éducation pour préparer l'avenir et l'insertion des jeunes dans une société de la connaissance, de la culture et d'emplois qualifiés.
- Investir dans les services publics.

Ensemble, nous pouvons imposer ces choix solidaires

Avoir de l'ambition pour l'école, c'est avoir de l'ambition pour la jeunesse



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°125